



MOTION ADOPTÉE PAR LES ÉLUS DE LA MONTAGNE
24 OCTOBRE 2008 - SAINT-FOUR (CANTAL)

n° 48.08 PB/GM

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE MONTAGNE EN
APPELLENT À LA SOLIDARITÉ FINANCIÈRE DE L'ÉTAT

Considérant, ensemble, les orientations du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012, et celles tracées par le projet de loi de finances pour 2009, actuellement en discussion au Parlement, qui expriment l'objectif du Gouvernement de redressement des finances publiques en mettant les collectivités locales à contribution ;

Rappelant que les dotations de l'État ne sont que la compensation de décisions qu'il a prises au détriment des collectivités locales ;

Constatant que l'annonce du Président de la République de réduire encore la taxe professionnelle après son plafonnement en 2006 procède de la même logique ;

Rappelant, dans ce contexte de contraintes budgétaires pesant sur le budget des collectivités locales, que la montagne est un ensemble de territoires qui, du fait de leurs caractéristiques géographiques particulières, et compte tenu des sujétions propres qu'ils supportent, appellent, en matière financière, le versement de concours et dotations dont les montants individuels expriment la solidarité de l'État, à laquelle ils ont droit ;

Les élus de l'ANEM, réunis lors du Congrès de Saint-Flour, le 24 octobre 2008,

Demandent :

1. que le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), ne soit pas intégré dans l'enveloppe normée des concours aux collectivités locales, dans la mesure où les sommes versées aux collectivités locales au titre dudit Fonds ne constituent pas une dotation mais un remboursement, lié aux investissements qu'ils réalisent, lesquels participent de la croissance nationale ;
2. que le complément de garantie versée aux communes de montagne au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour 2009, soit identique à celle versée en 2008, dès l'instant que ce complément de garantie représente, pour les communes considérées, 50 % au moins du montant de leur dotation forfaitaire ;
3. que le Gouvernement, qui justifie les mesures du projet de loi de finances pour 2009 allant dans le sens d'un gel ou d'une diminution des dotations par la nécessité de financer la péréquation, apportent aux élus de montagne des précisions sur la nature des dotations de péréquation concernées, et sur leur montant respectif ;

4. que la future réforme de l'administration locale, annoncée par le Président de la République, conserve au bénéfice des collectivités locales, communes, structures intercommunales, et départements les moyens d'assurer les services publics et les services au public de proximité, indispensables à la survie des zones de montagne.
5. que les mesures d'exonérations fiscales et d'exonérations de charges sociales applicables dans les zones de revitalisation rurale, issues de la loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, soient maintenues jusqu'à leur terme fixé par ladite loi.